

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

Villeurbanne, le 11/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



SERFIM RECYCLAGE

99 chemin du Charbonnier
69800 ST PRIEST

Références : UDR-SSDAS- 22-195-EM
Code AIOT : 0010600114

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2022 dans l'établissement SERFIM RECYCLAGE implanté 99 chemin du Charbonnier 69800 ST PRIEST. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 22/07/2022 est motivée par le déclenchement d'un incendie sur site le 19/07/2022. L'objectif de cette inspection est de constater les conséquences de cet incendie, d'en identifier les causes et son déroulement et de réfléchir sur des aménagements permettant de limiter ce type d'incident à l'avenir.

Par ailleurs, l'exploitant avait transmis un Porter à Connaissance (PAC) daté du 25/06/2021 présentant des modifications du site. L'inspection du 22/07/2022 a donc également pour objectif d'instruire ces éléments.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERFIM RECYCLAGE
- 99 chemin du Charbonnier 69800 ST PRIEST
- Code AIOT : 0010600114
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SERFIM RECYCLAGE (anciennement SERDEX) exploite à Saint-Priest un centre de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux issus essentiellement de chantiers de démolition et de broyage de bois. L'activité est autorisée depuis 2007 et réglementée en dernier lieu par l'arrêté

du 18/12/2015 modifié le 19/07/2019. Suite à une inspection du site datée du 24/02/2021, une mise en demeure datée du 21/04/2021 avait été prise à l'encontre de l'exploitant afin de régulariser les stockages et l'extension du site constatée. Un PAC a été déposé le 25/06/2021 permettant de répondre à ces demandes.

Le site est situé à proximité d'un site ICPE classé Seveso Seuil Haut exploité par la Société de dépôt de Saint Priest (SDSP) (50 mètres au Sud-Ouest) et des voies ferroviaires de la gare de triage (150 mètres au Nord).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incendie du 19/07/2022
- Conditions de stockage
- Gestion des eaux
- PAC du 25/06/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées	Proposition de délais
2	Rapport d'incident - Incendie du 19/07/2022	arrêté cadre interdépartemental de l'Est lyonnais du 31/03/2022	/	Lettre de suite préfectorale	dès réception de la lettre de suite
3	Eaux d'extinction - Isolement avec les milieux	AP Complémentaire du 18/12/2015, article 4.3.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
4	Evacuation des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 18/12/2015, article 4.4.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
7	Hauteur du stockage - bois	PAC du 25/06/2021	/	Lettre de suite préfectorale	dès réception de la lettre de suite, pour une période de 1 mois puis transmission des éléments à la suite de cette période de 1 mois
8	Hauteur des stockages	AP Complémentaire du 18/12/2015, article 8.6, 8.7, 8.8, 8.9 et 8.10	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Arrêté Préfectoral Complémentaire et Mise en demeure	dès notification de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire, 15 jours pour la Mise en Demeure
10	Conditions de stockage - plâtre	AP Complémentaire du 18/12/2015, article 8.5	/	Mise en demeure	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées	Proposition de délais
12	Instruction du PAC du 25/06/2021	PAC du 25/06/2021	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement ICPE	PAC du 25/06/2021	/	Sans objet
5	Surveillance des rejets - Eaux pluviales (toitures et voiries)	AP Complémentaire du 18/12/2015, article 4.4.11	/	Sans objet
6	Respect des VLE - Eaux pluviales	AP Complémentaire du 18/12/2015, article 4.4.10	/	Sans objet
11	Mise en demeure 21/04/2021	AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate les conséquences de l'incendie du 19/07/2022. Elle indique que des éléments sont demandés à l'exploitant et sont liés directement à cet événement : mise en place et rappel des consignes permettant la rétention des eaux d'extinction, traitement et évacuation des eaux d'extinction.

L'Inspection du 22/07/2022 et l'étude du PAC du 25/06/2021 ont permis de constater des non-conformités concernant les conditions de stockage. Des précisions sont demandées à l'exploitant concernant les hauteurs de stockages (bois et ensemble des stockages) et le respect des dispositions prises suite aux restrictions liées à l'usage de l'eau liée à la période de sécheresse.

Un arrêté de mise en demeure est proposé concernant les volumes de stockages à respecter, la localisation du stockage de plâtre et les potentiels impacts.

Un projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire est proposé *à monsieur le Préfet du Rhône* afin de demander un état des stocks régulier pour évaluer les volumes stockés.

Enfin, l'instruction du PAC du 25/06/2021 a permis de réaliser des demandes de compléments concernant les scénarios d'incendie étudiés et les durées d'incendie.

L'Inspection précise que la transmission du PAC du 25/06/2021 permet de lever la mise en demeure du 21/04/2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Référence réglementaire : PAC du 25/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Classement ICPE
<p>Constats : L'Inspection constate des évolutions dans le classement ICPE de l'exploitation. Ces modifications ont été transmises et décrites dans le PAC du 25/06/2021. Ainsi, en comparaison du classement ICPE présent dans le dernier Arrêté Préfectoral Complémentaire (APC) daté du 19/07/2019, les rubriques exploitées restent similaires cependant les quantités / volumes de certaines de ces rubriques sont modifiées.</p> <p>La rubrique 2714-1 auparavant exploitée sur 3570 m³ (bois : 3360 m³, plastiques : 190 m³, papiers / cartons : 80 m³) et classée sous le régime de l'Autorisation est dorénavant exploitée sur 4650 m³ et (bois : 3960 m³, plastiques : 650 m³) sous le régime de l'Enregistrement (évolution de la nomenclature ICPE).</p> <p>La rubrique 2716-2 auparavant exploitée sur 810 m³ (plâtre: 265 m³, Déchets d'Ameublement Professionnel (DEA) : 230 m³, déchets vert : 200 m³, fenêtres : 100 m³, refus de tri : 75 m³) et classée sous le régime de la Déclaration est dorénavant exploitée sur 960 m³ (plâtre : 700 m³, DEA : 120 m³, déchets verts : 200 m³, fenêtres : 50 m³, refus de tri : 60 m³, membranes d'étanchéité : 30 m³) toujours sous le régime de la Déclaration.</p> <p>Des modifications ont également été réalisées pour les rubriques 2713 et 2517 qui restent Non-Classées.</p> <p>L'Inspection a constaté lors de la visite la présence des déchets liés aux rubriques précitées, parfois dans des quantités supérieures à celles inscrites dans le PAC du 25/06/2021 (cf. point de contrôle n°9). Des éléments sont demandés par Arrêté Préfectoral Complémentaire sur ce point.</p> <p>L'Inspection indique que le tableau de classement ICPE sera actualisé dans un nouvel APC à la suite de la réception des compléments demandés par ailleurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rapport d'incident - Incendie du 19/07/2022

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/12/2015, article 2.5, arrêté cadre interdépartemental de l'Est lyonnais du 31/03/2022
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident - Incendie du 19/07/2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rapport d'incident - Incendie du 19/07/2022
<p>Constats : Par mail du 27/07/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection le rapport d'incident concernant l'incendie survenu le 19/07/2022. Il transmet également un plan localisant cet incendie sur le site.</p> <p>Dans son rapport d'incident tout comme au cours de l'inspection du 22/07/2022, l'exploitant décrit le déroulement de l'incident.</p> <p>L'incendie a débuté à 15h15 par le dégagement d'une fumée suspecte émanant du broyeur. Malgré la première intervention rapide des personnes présentes sur place, l'incendie s'est propagé au convoyeur et au tas de broyat présent à proximité.</p> <p>L'alerte a été donnée aux pompiers rapidement. En attendant leur intervention, les équipes présentes ont utilisé les Robinets d'Incendies Armés (RIA), isolé les stocks et écarté les engins afin d'essayer de limiter la propagation de l'incendie.</p> <p>Le personnel a été mis en sécurité au point de rassemblement. Les pompiers ont rapidement stoppé la propagation du feu puis l'ont éteint à 18h30. Ils sont restés sur place afin d'arroser et refroidir les braises de bois, avec l'aide des conducteurs d'engins. Les pompiers ont quitté le site vers 1h du matin.</p> <p>Concernant les conséquences de l'incendie, l'exploitant indique les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucune conséquence humaine (blessés ou morts) - Pas de chômage partiel - Baisse des quantités réceptionnées de bois le lendemain pour remise en ordre du site - 2 équipements de ligne de production hors service (jusqu'au 22 juillet après-midi d'où la présence d'un important stock de bois brut) (cf. point de contrôle n°7). - Mise en service d'un nouveau broyeur au 22 juillet après-midi - Bois calciné éliminé en déchet ultime <p>L'exploitant indique que l'intervention des pompiers a été rapide et efficace et que la maîtrise du feu a été facilitée par le travail des conducteurs d'engins. De plus, l'incendie a permis de constater l'efficacité des blocs bétons coupe-feu et des distances de sécurité entre les différents stockages.</p> <p>L'exploitant indique que 390 m³ d'eaux d'extinction sont à éliminer et qu'environ 192 tonnes de bois calcinés ont été évacuées vers le Centre de Stockage de Déchets Ultime de Satolas (Suez).</p> <p>L'exploitant explique le déclenchement de cet incendie par l'apparition d'un point chaud, risque inhérent au broyage, et amplifié par les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - stock de bois très sec lié aux températures très chaudes , - chaleur importante le jour de l'incendie ; - fort vent du sud ; <p>Dans ces conditions, son équipe de première intervention n'a pas réussi à contenir le départ de l'incendie.</p> <p>Afin d'améliorer la sécurité du site et faire face à ce type de scénario d'incendie, l'exploitant indique qu'il va réaliser les aménagements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ajout de 2 extincteurs EPAD sur roues de 45 kg à proximité immédiate du broyeur ; - Ajout d'un arroseur en sortie de broyeur ; - Renforcement de la fréquence des exercices incendie et des formations EPI pour ses équipes. <p>Le rapport d'incident a été réalisé avec le modèle proposé par le site web du BARPI et répond aux questionnements de l'Inspection.</p> <p><u>Demande :</u> L'Inspection rappelle à l'exploitant la période actuelle de sécheresse et l'Arrêté cadre</p>

interdépartemental de l'Est lyonnais du 31/03/2022. La commune de Saint-Priest étant placée en situation d'alerte renforcée, il est demandé aux exploitants de réduire de 50 % leur utilisation en eau.

Dans l'optique de respecter cet arrêté et de limiter sa consommation d'eau, il est donc demandé à l'exploitant de réfléchir à des solutions alternatives de refroidissement n'utilisant pas de ressources en eaux et / ou de limiter au maximum son utilisation.

Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale

Proposition de suites : dès réception de la lettre de suite

N° 3 : Eaux d'extinction - Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/12/2015, article 4.3.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'extinction - Isolement avec les milieux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Eaux d'extinction - Isolement avec les milieux

Constats : L'exploitant indique que lors de l'incendie du 19/07/2022, la pompe de relevage permettant d'isoler les eaux d'extinction sur site n'a pas été immédiatement relevée. Ainsi, un volume non connu d'eaux d'extinction a été rejeté dans les noues d'infiltration. La pompe de relevage a été levée dans l'après-midi. Par mail du 27/07/2022, l'exploitant indique que 390 m³ d'eaux d'extinction ont été contenues sur site.

L'Inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de réagir rapidement sur ce type d'évènement.

Demande : Elle demande à l'exploitant sous 15 jours :

- de rappeler à l'ensemble de son personnel la localisation de la pompe de relevage et les consignes permettant de gérer ce type d'incident ;
- d'afficher les consignes liées à cette opération à des endroits visibles par le personnel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Evacuation des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/12/2015, article 4.4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Evacuation des eaux d'extinction
<p>Constats : L'exploitant indique que les eaux d'extinction retenues suite à la mise en place de la pompe de relevage sont stockées dans son bassin de rétention suite à l'incendie. L'Inspection constate que le bassin est à moitié plein et peut encore accueillir un volume important de liquide. L'exploitant indique que des analyses sur les eaux d'extinction collectées sont en cours de réalisation par SERPOL. Ces dernières permettront de définir le traitement adéquat, sous réserve du respect des seuils réglementaires et du respect de l'article 2 et de l'annexe de l'arrêté du 10/07/1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées.</p> <p>Par mail du 27/07/2022, l'exploitant indique que SERPOL est en cours d'analyse des eaux permettant d'identifier le mode de traitement adéquat. Il indique que le bassin mesure 620 m³ et que 390 m³ sont donc utilisés par le stockage des eaux d'extinction.</p> <p>Demande : L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 15 jours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les résultats d'analyse et les modalités de traitement d'élimination définies pour les eaux d'extinction ; - les éléments démontrant de l'élimination de ces dernières ; - une estimation de la quantité des eaux d'extinction non recueillies et une évaluation de l'impact sur l'environnement de ces eaux compte tenu de leur infiltration ; en fonction de ces résultats l'exploitant proposera un plan d'actions et/ou un suivi des eaux souterraines. <p>L'Inspection demande à l'exploitant d'évacuer rapidement son bassin afin de faire face à un éventuel nouvel incendie et donc accueillir un nouveau volume d'eaux d'extinction.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Surveillance des rejets - Eaux pluviales (toitures et voiries)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/12/2015, article 4.4.11
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets - Eaux pluviales (toitures et voiries)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Surveillance des rejets - Eaux pluviales (toitures et voiries)
<p>Constats : Les eaux pluviales de toitures et de voiries sont collectées au sein d'un bassin tampon, traitées puis infiltrées au sein d'une noue.</p> <p>L'exploitant a réalisé des mesures semestrielles respectant les Valeurs Limites d'Emissions (VLE) réglementées par l'article 4.4.10 de l'APC du 18/12/2015.</p> <p>Par mail du 27/07/2022, l'exploitant a transmis la dernière mesure semestrielle réalisée le 04/07/2022 par WESSLING.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Respect des VLE - Eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/12/2015, article 4.4.10
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des VLE - Eaux pluviales
Constats : Par mail du 27/07/2022, l'exploitant a transmis la dernière mesure semestrielle concernant les VLE liées aux rejets des eaux pluviales. Cette analyse a été réalisée le 04/07/2022 par WESSLING et présente les résultats suivants : pH : 7 pour un seuil situé entre 5,5 et 8,5 MES : 17 mg/l pour un seuil situé à 35 mg/l Hydrocarbures totaux : 0,1 mg/l pour un seuil situé à 10 mg/l DCO : 92 mg/l pour un seuil situé à 125 mg/l DBO5 : 15 mg/l pour un seuil situé à 30 mg/l Phénols : 0,01 mg/l pour un seuil situé à 0,3 mg/l Métaux totaux : 1,74 mg/l pour un seuil situé à 15 mg/l L'ensemble des VLE des éléments analysés sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Hauteur du stockage - bois

Référence réglementaire : PAC du 25/06/2021
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur du stockage de bois
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Hauteur du stockage de bois
<p>Constats : Le PAC du 25/06/2021 transmis par l'exploitant définit différents scénarios d'incendie liés au stockage de bois. La hauteur limite de ces stockages pour les trois types de stockage étudié est de 2,5 mètres de hauteur.</p> <p>L'Inspection constate que le jour de sa visite, le 22/07/2022, le stockage lié au bois brut (scénario 1) est bien supérieur à la hauteur limite de 2,5 mètres. L'exploitant indique que, suite à l'incendie du 19/07/2022 sur le broyeur, l'activité de broyage a cessé sans que la réception de bois brut ne soit interrompue. Ainsi, le stockage de bois brut est devenu trop important d'où ce dépassement ponctuel. Il indique qu'un nouveau broyeur sera mis en route dans l'après-midi du 22/07/2022 et que le stockage de bois brut sera abaissé pour respecter la hauteur limite de 2,5 mètres.</p> <p>Par mail du 27/07/2022, l'exploitant transmet un document indiquant que, pour la remise en fonctionnement de l'atelier, les tas ont été momentanément organisés avec une hauteur supérieure à celle autorisée et que tout est mis en place pour revenir à une hauteur de 2,5 mètres dans les meilleurs délais.</p> <p>Demande : L'Inspection demande à l'exploitant, dès réception de la lettre de suite, et pour une période de 1 mois de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - démontrer du respect journalier de la hauteur limite autorisée pour l'ensemble des stockage de bois (2,5 mètres) ; <p>Afin de démontrer du respect des hauteurs limites de stockage du bois, l'exploitant devra fournir une planche photographique journalière des différents stockages de bois et mentionner les hauteurs réelles correspondantes à ces derniers et ce, sur une période de 1 mois, à compter de la réception de ce rapport.</p> <p>L'exploitant devra ensuite transmettre ces éléments à l'Inspection à la fin de la période définie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : dès réception de la lettre de suite, pour une période de 1 mois puis transmission des éléments à la suite de cette période de 1 mois

N° 8 : Hauteur des stockages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/12/2015, article 8.6, 8.7, 8.8, 8.9 et 8.10
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Hauteur des stockages
Constats : La hauteur des stockages n'a pas été modifiée par le PAC du 25/06/2021. Ainsi, la hauteur des stockages est réglementée par l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/12/2015. L'ensemble des stockages, mis à part le plâtre, est donc limité à une hauteur de 2,5 mètres. La hauteur des stockages liés au bois est traitée dans le point de contrôle n° 7. L'Inspection constate que les hauteurs de stockage ne sont pas respectées concernant les Déchets d'Equipements et d'Ameublement (DEA) et les déchets non dangereux inertes.
<u>Demande :</u> Afin de s'assurer du respect des hauteurs de stockage réglementaires, l'Inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois : <ul style="list-style-type: none">- de respecter les hauteurs de stockage limites pour l'ensemble de ces stockages ;- de s'équiper de bornes ou de moyens techniques (délimitation visuelle) permettant de mesurer et respecter les hauteurs de stockage réglementaires ;- transmettre les éléments démontrant de la réalisation de ces actions ;
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et PAC du 25/06/2021
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks, volume des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Etat des stocks, volume des stocks
<p>Constats : L'exploitant indique que le jour de l'incendie, le 19/07/2022, les stocks de bois étaient inférieurs au volume maximal autorisé.</p> <p>Par mail du 27/07/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection un état des stocks daté du 19/07/2022, jour de l'incendie. L'Inspection constate que les volumes stockés étaient inférieurs à ceux mentionnés dans le PAC du 25/06/2021. En effet, le volume estimé de bois brut était de 525 m³ pour un seuil fixé à 2000 m³ et le volume de broyats était de 550 m³ pour un seuil de 1100 m³.</p> <p>Le jour de l'inspection, le 22/07/2022, l'Inspection constate que les stocks de bois brut sont importants et que la hauteur limite de 2,5 mètres semble dépassée. Par mail du 27/07/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection un état des stocks daté du 22/07/2022 indiquant que les volumes limites de stockage de bois sont respectés : 1500 m³ de bois brut. Toutefois, la hauteur limite de stockage de 2,5 mètres n'est pas respectée (cf. point de contrôle n°7).</p> <p>L'Inspection constate un stock important lié aux DEA à trier. Pour rappel, le PAC du 25/06/2021 et le plan joint à ce document indique que le volume de DEA à trier maximal présent sur site est limité à 30 m³. L'Inspection constate que le volume de DEA présent sur site semble largement supérieur au volume maximal mentionné. L'exploitant indique que la rentrée des classes implique de forts flux d'entrée de ce type de déchets mais que les volumes liés seront rabaissés rapidement. Par mail du 27/07/2022, l'exploitant transmet un état des stocks des déchets de DEA à trier présents dans l'installation le jour de l'Inspection le 22/07/2022. Ce dernier indique que 150 m³ de déchets liés aux DEA à trier, essentiellement des chaises métalliques, étaient présents mais qu'une campagne de broyage sera réalisée afin de ramener les quantités décrites sous les seuils fixés.</p>
<p>Proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure : L'exploitant doit respecter les volumes de déchets tels qu'affichés dans le PAC du 25/06/2021 dans un délai de 15 jours.</p>
<p>Projet d'arrêté préfectoral complémentaire : Afin de s'assurer du respect des volumes de déchets, bois et DEA mais également de l'ensemble des déchets présents sur site, l'Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, dès notification de l' Arrêté Préfectoral Complémentaire proposé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de transmettre mensuellement et pour une période de 6 mois, un état de l'ensemble des stocks présents sur site, réalisé de manière hebdomadaire, classé par typologie et par îlot de stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire et de Mise en demeure
<p>Proposition de délais :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dès notification de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire, transmission mensuelle pour une durée de 6 mois - 15 jours après la notification de la mise en demeure

N° 10 : Conditions de stockage - plâtre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/12/2015, article 8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage - plâtre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conditions de stockage - plâtre
<p>Constats : Lors de sa visite du 22/07/2022, et comme mentionné dans le plan joint au PAC du 25/06/2021, l'Inspection constate que le stockage de plâtre est réalisé en extérieur. La localisation de ce stockage en extérieur n'est pas conforme aux préconisations mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 18/12/2015 qui indiquent que le stockage de plâtre est réalisé uniquement sous hangar.</p> <p>Proposition de mise en demeure : L'Inspection propose donc à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant, sous 2 mois, de régulariser cette situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit en entreposant le stockage de plâtre sous hangar conformément à l'article 8.5 de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/12/2015 ; - soit en transmettant un porter à connaissance présentant cette modification et argumentant notamment des mesures prises pour limiter les émissions de poussières (arrosage, aspiration, mesures périodiques, etc.). <p>L'Inspection précise que si l'exploitant décide de déposer le PAC demandé, ces éléments devront être inclus aux compléments demandés au PAC du 25/06/2021 (cf. point de contrôle n°12).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Mise en demeure 21/04/2021

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en demeure 21/04/2021
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mise en demeure 21/04/2021
<p>Constats : L'Inspection a pris un arrêté de mise en demeure daté du 21/04/2021 (article 1) demandant à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit évacuer les déchets non autorisés, soit porter à connaissance du préfet les modifications liées au stockage - porter à connaissance du préfet l'extension du périmètre de son installation. <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection un PAC daté du 25/06/2021. Ce dernier est instruit dans ce présent rapport et fait l'objet de demande de compléments (cf. point de contrôle n°12). Toutefois, l'Inspection constate que ce PAC permet de répondre aux demandes de l'Inspection puisqu'il présente les modifications liées à la localisation, aux quantités et au typologie des stockages, modifications constatées par l'Inspection lors de sa visite du 22/07/2022. Le PAC présente également les informations relatives à l'extension du périmètre ICPE (cf. point de contrôle n°12). L'Inspection constate également, lors de sa visite du 22/07/2022, que l'ensemble du périmètre de l'établissement est clôturé.</p> <p>Au vu des documents transmis par l'exploitant et des constats réalisés lors de la visite du 22/07/2022, l'Inspection propose donc à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure du 21/04/2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : levée de mise en demeure

N° 12 : Instruction du PAC du 25/06/2021

Référence réglementaire : Autre du 25/06/2021, article PAC du 25/06/2021
Thème(s) : Risques accidentels, Instruction du PAC du 25/06/2021
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Instruction du PAC du 25/06/2021
<p>Constats : L'Inspection a réceptionné le PAC du 25/06/2021 décrivant les modifications des conditions d'exploitation.</p> <p>Ce PAC comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présentation de la modification du classement ICPE (cf. point de contrôle n°1). - extension du périmètre ICPE ; - modifications des stockages (emplacement, volume) ; - l'impact des modifications présentées ; - une étude des dangers avec présentation de 3 scénarios d'incendie sur les stockages de bois. <p>L'exploitant indique que la superficie du périmètre ICPE est dorénavant de 23011 m² dont 2410 m² liée à l'extension. L'exploitant a fourni un plan actualisé présentant le nouveau périmètre ICPE. L'exploitant a joint les éléments présentant les modifications des stockages réalisés. Un plan permet de localiser l'ensemble des îlots auquel sont associés la typologie et le volume de stockage autorisé. L'Inspection indique, que suite aux constats réalisés par la visite du 22/07/2022, un point régulier sur l'état des stocks est demandé à l'exploitant afin de vérifier les volumes stockés (cf. point de contrôle n°9).</p> <p>L'exploitant a étudié les impacts des modifications présentées concernant le trafic routier, les émissions de poussières, les nuisances sonores et la gestion des eaux. Il indique que les impacts liés aux activités sont maîtrisés bien que l'ensemble des paramètres (stockage en extérieur de plâtre</p>

non autorisé) n'ait pas été étudié (cf. paragraphe "avis de l'inspection").

L'exploitant a étudié 3 scénarios d'incendie concernant chacun des stockages de bois réalisés sur site. Les résultats obtenus démontrent qu'aucun effet thermique sort du site et que ni aucun effet domino n'est présent.

L'exploitant indique que les modifications envisagées ne sont pas substantielles tant au niveau de l'extension du site (usage industrielle de l'extension non modifié), que des impacts jugés nuls.

Avis de l'Inspection :

L'instruction du PAC du 25/06/2021, l'incendie du 19/07/2022 et la visite de l'Inspection du 22/07/2022 ont permis de constater les éléments suivants.

L'Inspection note que le stockage de plâtre, auparavant réalisé sous le hangar, est désormais réalisé en extérieur. L'exploitant n'a pas présenté cette modification ni abordé les éléments permettant de limiter les émissions de poussières (arrosage, aspiration, mesures, etc.) (cf. point de contrôle n°10). Les impacts liés aux émissions de poussières ne sont donc pas acceptables en l'état car l'ensemble des paramètres n'a pas été étudié.

L'Inspection s'interroge sur des manquements liés aux scénarios d'incendie étudiés. Elle note l'absence de scénario lié à l'incendie du broyeur et du bois situé à proximité. Ce scénario est pourtant celui s'étant déroulé lors de l'incendie du 19/07/2022. De plus, elle indique qu'aucun scénario n'a été étudié concernant l'incendie des autres stockages du site, notamment les DEA. Enfin, concernant les scénarios étudiés, l'Inspection note que les durées d'incendie ne sont pas mentionnées ce qui ne permet pas de juger de l'efficacité des murs coupe-feu.

L'Inspection note également la proximité de la gare de triage située à 200 mètres au nord du site. La proximité de cette infrastructure, et notamment l'organisation de la communication avec cette infrastructure en cas d'incident, n'est pas abordée dans ce PAC.

L'Inspection indique qu'est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

L'extension ici décrite n'est pas considérée comme substantielles car elle concerne une parcelle dont l'usage était de type industrielle et dont l'usage reste similaire. Les modifications ne sont pas jugées substantielles sur ce point.

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

Les modifications décrites n'entraient pas de changement de régime ICPE ni d'augmentation des rubriques classées à Autorisation. Les modifications ne sont pas jugées substantielles sur ce point.

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Des compléments sont demandés à l'exploitant sur ce point concernant les risques liés aux incendies et les émissions de poussières. Les compléments apportés par l'exploitant permettront donc de juger du caractère substantielle des modifications présentées sur ce point.

Demande:

L'Inspection propose donc à l'exploitant, sous 2 mois, d'actualiser son PAC en précisant et réalisant :

- les éléments justifiant du stockage de plâtre en extérieur (cf. point de contrôle n°10) ;
- les éléments démontrant de l'absence d'impact lié aux émissions de poussières et les mesures visant à limiter leur émissions (arrosage, aspiration, surveillance, etc.) (cf. point de contrôle n°10) ;
- un scénario lié à l'incendie du broyeur et des chutes de bois liées ;
- l'étude de scénarios d'incendie concernant les autres stockages du site, en particulier les DEA ;
- l'ajout des durées d'incendie pour chaque scénario étudié ;
- l'ajout d'une fiche procédure décrivant les actions à réaliser en cas d'incident / incendie auprès de la gare de triage SNCF (personne contact, actions à réaliser, etc.).

Un APC actant les modifications présentées et intégrant les compléments demandés pourra être réalisée après instruction de ces éléments.

De plus, l'inspection précise que les éléments transmis à ce jour sont insuffisants pour statuer sur le caractère éventuellement substantiel des modifications envisagées et donc sur la procédure d'instruction associée. Les compléments concernant le PAC demandé dans ce rapport permettront de répondre sur le caractère substantiel ou non des modifications.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois